

AFFAIRES

La Presse

S&P / TSX	TSX CROISSANCE	S&P / TSX 60	NASDAQ CANADA	NASDAQ	DOW JONES	S&P 500	OR	PÉTROLE	DOLLAR
6558,63 -7,48 -0,1%	1102,20 7,17 0,7%	371,44 -0,36 -0,1%	227,20 0,27 0,1%	1349,02 17,79 1,3%	8018,11 103,15 1,3%	848,17 11,07 1,3%	351,80 \$US -1,30 -0,4%	32,77 \$US 0,53 1,6%	66,45 \$US 0,00 61,54 \$EURO 0,19

CAHIER E | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 22 FÉVRIER 2003

BOURSES



Sylvain Dufour, directeur des ventes de Fruit d'Or.

Photo ARMAND TROTTIER, La Presse ©

Le voisin américain, un colosse de plus en plus capricieux



RICHARD DUPAUL

Vivre aux côtés du colosse américain, riche de ses 290 millions de consommateurs parmi les plus fortunés et les plus gourmands de la planète, est une bénédiction pour beaucoup d'entreprises canadiennes qui, de leur

propre aveu, en ont largement profité pendant des décennies. Faut-il rappeler que, bon an mal an, plus de 80 % des exportations canadiennes sont acheminées chez nos voisins du Sud.

Mais, depuis le 11 septembre 2001, et plus récemment depuis le déclenchement de l'alerte « orange » par Washington face à une guerre possible en Irak, faire des affaires aux États-Unis est devenu une source de maux de tête et d'inquiétudes croissantes pour plusieurs petites et grandes entreprises.

Parlez-en à Sylvain Dufour, directeur des ventes chez Fruit d'Or, une PME de Notre-Dame-de- Lourdes, dans la région des Bois-Francs, qui se spécialise dans la transformation de canneberges biologiques.

Il y a quelques jours, un camion chargé de canneberges séchées de Fruit d'Or destiné à un client américain a été retenu pendant plus de deux jours à la frontière américaine, en pleine vague de froid. Selon la société, les autorités douanières ont

exigé un examen en laboratoire de quelques échantillons pour s'assurer qu'il n'y avait pas de contamination. Le motif ? La sécurité. En effet, les Américains redoutent de plus en plus une attaque biologique par des terroristes.

Évidemment, les canneberges ont eu un sérieux coup de froid et, même si on a évité la perte totale, les petits fruits rouges ont dû être « déclassés », de la catégorie A à la B : elles ont servi à faire de la nourriture pour oiseaux au lieu d'alimenter des humains.

Pareille décade n'est pas sans conséquences dans le milieu agroalimentaire. « Pour un chargement de 20 000 livres, on a perdu 10 000 \$ avec cette histoire », dit M. Dufour. Ce n'est pas dramatique pour une PME avec un chiffre d'affaires de 5 millions. Mais ce genre de problème est drôlement inquiétant quand celle-ci réalise 72 % de ses ventes aux États-Unis.

Voir VOISIN en E2

Magnola plonge la SGF encore dans le rouge

HÉLÈNE BARIL

La Société générale de financement pensait renouer avec les profits en 2002, mais la fermeture prochaine de l'usine Magnola d'Asbestos la forcera probablement à inscrire une perte au bilan du dernier exercice.

« Si on est obligés de prendre un write off (radiation) de 180 millions, c'est sûr que ça va faire une différence », a indiqué hier le président de la SGF, Claude Blanchet, au cours d'une entrevue avec La Presse.

L'exercice financier de la SGF s'est terminé le 31 décembre. Depuis, Noranda, son partenaire dans l'entreprise de fabrication de magnésium, a annoncé la fermeture de l'usine d'Asbestos au plus tard le 31 mars. Même si cette fermeture est qualifiée de temporaire et que l'usine pourrait rouvrir si le prix du magnésium remonte sur le marché international, Noranda a radié le total de son investissement dans Magnola, soit 630 millions.

La SGF, qui détient 20 % de Magnola, n'a encore rien radié de son investissement de 250 millions dans l'entreprise. Claude Blanchet espère toujours trouver un repreneur pour la part de Noranda et se dit prêt à augmenter la participation de la SGF de 20 à 50 % si nécessaire. Mais il ne se fait pas d'illusions. « Si vous me demandez quel est le scénario le plus probable aujourd'hui, je vous dirai que c'est la fermeture », reconnaît-il.

Le comité mis sur pied par la SGF, avec la collaboration de Noranda, s'active toujours pour trouver un moyen de relancer l'usine toute neuve, dont la construction a coûté 1,2 milliard. Selon M. Blanchet, il est peut-être possible de trouver une entreprise intéressée à reprendre les installations d'Asbestos, comme ça s'est déjà fait dans le secteur des pâtes et papiers avec Cascades. « C'est un actif déprécié. Quelqu'un qui arrive va payer la valeur aux livres (environ 300 millions). Ça peut être un bel investissement pas trop cher », estime le président de la SGF.



Photo ARMAND TROTTIER, Archives La Presse ©

Claude Blanchet

Voir MAGNOLA en E4

AUJOURD'HUI

Des cadeaux à nos frais

À lire et écouter les discours du premier ministre Jean Chrétien et de son ministre des Finances John Manley, le gouvernement fédéral est d'une générosité débordante... À lire dans la chronique de Michel Girard. Page 3

Suspension indéfinie

Le peu de succès remporté par l'exploration gazière au large des provinces de l'Atlantique a forcé Gaz Métropolitain à suspendre son projet de gazoduc Cartier. Page 5

Aux premières loges

Le Portefeuille des lecteurs de La Presse Affaires sera assis aux premières loges pour assister au prochain grand mariage dans le secteur financier canadien. Page 6

Le détenteur des droits d'Amélie Poulain réclame une part du fabuleux festin

RÉJEAN BOURDEAU

UN DEUXIÈME épisode s'ajoute au populaire film français *Le Fabuleux Destin d'Amélie Poulain*. Il se passe cette fois en Cour supérieure du Québec avec les Restaurants McDonald's du Canada et Cossette Communications dans les rôles principaux.

La firme française UGC Images, propriétaire de tous les droits du long métrage, vient d'intenter une poursuite de 200 000 \$ contre les deux défendeurs.

Elle allègue que le restaurateur et ses franchisés ont profité de « l'immense popularité » du film pour promouvoir la vente de ses filets de poulet grâce à une campagne publicitaire créée par Cossette dans les médias et sur des affiches publicitaires, intitulée : Le délicieux festin d'Émilie Poulet.

Les défenderesses n'auraient « pas demandé l'autorisation (...)



La publicité litigieuse...

pour faire usage du titre du film ». UGC « n'a même pas été notifiée de cet usage », ajoute-t-on.

Au Québec, le film a été présenté la première fois en septembre 2001 à la Soirée de clôture du Festival des films du monde de Montréal. Le 7 septembre, le film est sorti en

salle sur 40 écrans. Pendant les trois semaines qui ont suivi, le film a été au premier rang du box-office québécois, avec des recettes de 3 millions, selon la requête.

« Le jeu de mots est évidemment tiré du titre du film, lequel est étroitement lié à l'oeuvre et en est

une composante essentielle puisque Amélie Poulain est le principal personnage du film », peut-on lire dans la requête.

UGC Images ajoute que Cossette « l'a d'ailleurs admis publiquement ». La demanderesse utilise à cette fin une citation de Hugues Choquette, directeur du groupe création de Cossette, tirée d'un article de La Presse, publié le 15 avril 2002, à propos de cette campagne publicitaire.

« La pub récupère beaucoup les tendances. Elle les précède rarement. De toute façon, son format (15, 30, 60 secondes) ne vous permet pas de le faire. On se sert donc souvent des choses existantes, car elles sont un gage de succès et qu'on n'a que 30 secondes pour passer un message. La popularité d'Amélie Poulain était assez forte pour qu'on s'en inspire », peut-on lire.

Voir AMÉLIE POULAIN en E4

REPORTAGE PUBLICITAIRE

CHEZ SOI 2003

GRANDS CONSTRUCTEURS

Ne manquez pas ce cahier spécial mercredi dans

La Presse

Les Américains débarquent à Montréal



JACQUES BENOIT

Une nouvelle clientèle, venue des États-Unis, particulièrement de Nouvelle-Angleterre, est venue grossir le nombre d'acheteurs de maisons et d'appartements dans le Grand Montréal.

Le phénomène est nouveau et date d'environ six mois, dit-on dans le milieu de l'immobilier.

« Disons qu'on l'a senti surtout l'automne dernier et en décembre. Là, c'est un peu plus tranquille », explique Diane Ménard, directrice de l'agence Royal LePage Héritage, de Westmount, et membre du conseil d'administration de la Chambre immobilière du Grand Montréal.

Elle poursuit : « Ils achètent de tout, des condos, des propriétés, ça ne se limite pas à une catégorie. »

Cependant, indique en substance Louis Cayer, propriétaire de la franchise Royal LePage Dynastie, d'Outremont, il ne faut pas s'imaginer que les Américains sont en train d'« acheter Montréal ».

« C'est des balbutiements, ce n'est pas un phénomène », dit-il au sujet de l'entrée en scène de cette nouvelle clientèle.

Toutefois, aux yeux de Diane Ménard, mais aussi de Brian Dutch, agent chez Re/Max Westmount, le phénomène existe bel et bien, sans être très marqué. « Dans mon coin, à Westmount, ceux qui déménagent ici achètent des maisons, signale ce dernier. Ceux qui veulent un pied à terre achètent des condos. Et ici, ce sont des produits de luxe, de 600 000 \$ à 900 000 \$. Et ça peut monter plus haut. »

Seul hic : personne ne peut chiffrer l'ampleur de la chose. « On en entend parler, dit Linda Grondin, adjointe aux communications à la Chambre immobilière du Grand Montréal. Mais, officiellement, on n'a pas de statistiques. »

Les quartiers chauds

Les quartiers les plus recherchés par cette clientèle sont le Vieux-Montréal, puis Westmount, Notre-

Dame-de-Grâce et le centre-ville, fait observer Diane Ménard. « Outremont, oui, mais ce n'est pas si fort », ajoute-t-elle.

Michel Lavigne, agent chez Re/Max d'Outremont, en confirme — indirectement — l'exactitude. « J'ai oui dire qu'une maison d'Outremont avait été achetée par des Américains, fait-il observer. Dans le Vieux-Montréal, les Américains achètent à titre d'investissement, à cause du taux de change. Les prix grimpent, et les gens pensent qu'ils vont continuer à grimper. »

En fait, précise Brian Dutch, de Re/Max Westmount, certains clients américains vont même jusqu'à acheter deux appartements dans le Vieux-Montréal, l'un comme investissement qu'ils louent par la suite, l'autre pour leur propre usage.

Selon Louis Cayer, de Royal LePage Dynastie, l'immobilier attire aussi à Montréal des clients d'Israël et de pays voisins tel le Liban, qui achètent, eux, des immeubles de rapport pour mettre leur argent à l'abri.

Comment expliquer tout cela ? Et, surtout, la venue de la clientèle des États-Unis ?

La vigueur du dollar américain y est bien sûr pour quelque chose, note en substance Diane Ménard.

« Il y a aussi l'économie qui va très bien ici, la sécurité... Certains le font pour avoir un pied à terre, d'autres louent, mais il n'y a aucun moyen d'avoir de chiffres. Est-ce que les événements du 11 septembre 2001 entrent en ligne de compte ? Il y a aussi la beauté de Montréal et du Vieux-Montréal, le cachet de NDG et de Westmount. »

D'après Brian Dutch, de Re/Max, les Américains « adorent Montréal. Ils viennent pour le shopping, les bons restaurants, la qualité de vie qu'on a ici ».

Louis Cayer, de Royal LePage Dynastie : « Ceux qui achètent des condos, c'est pour usage futur, et ils les louent. C'est un investissement, le marché augmente, c'est un marché de fous. »

Impossible de deviner, cependant, si le phénomène va durer, fait observer Diane Ménard, de Royal LePage Héritage, de Westmount. « On n'a aucun moyen de le savoir », dit-elle.

Il est à noter, enfin, que 2002 a été une année record pour l'immobilier dans le Grand Montréal. Le nombre de transactions s'est en effet élevé à 47 913 (29 468 en 1997, il y a cinq ans), lesquelles ont totalisé 6,8 milliards, en hausse de 26 % par rapport à 2001.



Photothèque Bloomberg ©

File de camions attendant d'entrer aux États-Unis, en Colombie-Britannique, le 14 septembre 2001.

Les États-Unis, un marché incontournable malgré tout

RICHARD DUPAUL

MALGRÉ les conflits commerciaux récurrents, ainsi que les ennuis bureaucratiques et les délais coûteux causés par les nouvelles mesures de sécurité, le marché américain demeure une avenue incontournable pour bon nombre d'entreprises canadiennes qui y ont écoulé 411 milliards de dollars de marchandises l'an dernier, affirment les experts.

« C'est une extension normale et naturelle du marché domestique », affirme Paul-Arthur Huot, président-directeur général de Manufacturiers et exportateurs du Québec.

De son côté, Michel Librowicz, responsable de la section commerce international à HEC Montréal, balaise du revers de la main les soupçons voulant que les Américains se servent des mesures actuelles contre le terrorisme pour pratiquer une forme de protectionnisme contre les exportateurs canadiens.

« Les Américains ont de vraies raisons d'être craintifs. C'est à nos entreprises de s'adapter à la nouvelle réalité car les États-Unis restent un marché incontournable pour elles », estime le spécialiste.

Chez Olymel, le plus important transformateur de porcs au Québec, on apprend à vivre avec les contraintes aux frontières car le marché américain est responsable, bon an mal, de 30 à 40 % des ex-

portations de l'entreprise, lesquelles atteignent 800 millions sur un chiffre d'affaires de 1,7 milliard.

« Ce n'est pas plus difficile de faire des affaires aux États-Unis depuis le 11 septembre. Les acheteurs sont toujours là, et c'est un marché dont on ne peut se passer. Mais il y a des contraintes techniques additionnelles, c'est certain », affirme Paul Beauchamp, vice-président affaires corporatives d'Olymel.

À cet égard, la société a récemment été avisée qu'elle devra bientôt fournir à l'avance aux douaniers le nom des conducteurs de camions qui transportent ses produits. Le hic, c'est que plusieurs camionneurs indépendants en ont assez des exigences et des délais aux frontières, et certains ne veulent plus desservir le territoire américain, admet M. Beauchamp.

Cela dit, l'accueil n'est pas nécessairement plus chaleureux ailleurs. En Europe et au Japon, le protectionnisme existe bel et bien sous différentes formes et les barrières techniques, quoique différentes, sont également très présentes, affirment MM. Beauchamp et Librowicz.

« Les accusations de protectionnisme sont souvent des excusés pour ceux qui ne sont pas assez concurrentiels », lance M. Librowicz.

Professeur à HEC Montréal, Louis Hébert rappelle que les entreprises canadiennes ont intérêt à

bien identifier des créneaux aux États-Unis pour accroître leurs chances de succès. « Beaucoup font l'erreur de considérer les États-Unis comme un marché homogène. Ce n'est pas le cas. » Il cite en exemple la stratégie d'Alimentation Couche-Tard, qui a concentré ses acquisitions dans le Midwest, une région plus facile à percer que la Nouvelle-Angleterre — « le marché le plus concurrentiel au monde », dit-il.

« Le protectionnisme a toujours existé aux États-Unis », poursuit Mackie Vadacchino, vice-président principal affaires corporatives pour le manufacturier de t-shirts Gildan. Cette entreprise en forte croissance de Montréal arrive malgré tout à écouler 85 % de sa production sur le marché américain. « C'est normal que les Américains se protègent. Tout le monde veut jouer dans leur cour. »

Il reste que Gildan a entrepris il y a trois ans de mettre en valeur le marché européen pour réduire sa dépendance vis-à-vis l'Onclé Sam. « Avec le dollar canadien qui est appelé à grimper encore, c'est important de rechercher de la croissance ailleurs », affirme M^{me} Vadacchino.

« Les États-Unis, c'est super quand les affaires vont bien, dit le professeur Hébert. Mais si on est trop dépendant de ce marché et que les affaires vont moins bien, c'est une autre histoire. »

VOISIN

Suite de la page E1

« On est en droit de se poser des questions. Est-ce que les Américains imposent des contraintes à nos exportateurs uniquement pour des raisons de sécurité ? » demande Paul-Arthur Huot, président-directeur général des Manufacturiers et exportateurs du Québec, qui soupçonne des motifs protectionnistes dans certains cas.

Même chez Domtar, le grand producteur de papier fin et de produits d'emballage, on goûte à la nouvelle médecine des douaniers américains. Washington a récemment avisé la société montréalaise qu'on fermera deux postes frontaliers « automatisés » que Domtar utilise pour faire passer ses camions. Ceux-ci sont chargés de copeaux de bois provenant des terres privées de la compagnie dans l'État du Maine et servent à alimenter son usine de Windsor, en Estrie. Dans l'avenir, Domtar devra donc faire le détour par des postes ordinaires... avec les délais que cela entraîne.

Or, le cas échéant, « il serait trop coûteux » pour Domtar de garder ce mode d'approvisionnement, et il faudrait trouver d'autres solutions, affirme le vice-président aux communications de la compagnie, William George. La compagnie n'a pas encore jeté l'éponge car les négociations se poursuivent, dit le responsable.

« Il n'y a pas de doute, c'est devenu très compliqué de passer les frontières », enchaîne Jacques Gauthier, président de Boralex. Cette entreprise exploite en Nouvelle-Angleterre six centrales thermiques qui sont alimentées de résidus forestiers provenant des deux côtés de la frontière. S'approvisionner

coûte maintenant plus cher à cause des délais qui font grimper la facture de transport, dit le PDG.

Repli sur soi

Les grandes disputes commerciales entre le Canada et les États-Unis, comme les conflits dans les dossiers du bois d'oeuvre, de l'acier ou du lait, ont été largement médiatisées et ont suscité des ripostes bien orchestrées de la part des exportateurs et du gouvernement canadien. Toutefois, depuis quelque temps, on perçoit un nouveau phénomène difficile à contre-attaquer, une sorte de « repli sur soi » ou de « cocooning » chez les Américains « qui incite les consommateurs et les entreprises là-bas à privilégier les produits domestiques », soutient M. Huot.

« Le 11 septembre 2001, il y a eu une cassure. Les États-Unis ont changé », poursuit Michel Librowicz, responsable de la section commerce international à l'UQAM (Université du Québec à Montréal) et titulaire de la chaire Philippe-Pariseault de formation en mondialisation des marchés de l'agroalimentaire. « La préoccupation de la sécurité nationale a pris le dessus sur le développement économique », dit-il.

Et, ce qui n'arrange pas les choses, l'économie américaine piétine depuis le début 2002, le déficit commercial des États-Unis est à un sommet historique et le tout-puissant dollar de l'oncle Sam est sur une pente descendante. Si bien que les exportations canadiennes ont baissé de 1 % l'an dernier, ramenant le surplus commercial à son plus bas niveau en trois ans.

« Il y a une tendance à l'isola-

tionnisme actuellement aux États-Unis, à la fois aux plans politique et économique », renchérit Louis Hébert, professeur agrégé de stratégie internationale à HEC Montréal. Ce repli sur soi, de plus en plus manifeste chez certaines entreprises américaines, est d'autant plus tentant que le marché domestique demeure florissant aux États-Unis en raison de la croissance de la population, dit-il.

De son côté, Sylvain Dufour, de Fruit d'Or, se demande si la montée du protectionnisme n'est pas en train de gagner le secteur des aliments biologiques. Selon lui, les autorités américaines demandent des preuves aux exportateurs canadiens, concernant notamment leurs méthodes de production, alors que les producteurs américains n'ont pas nécessairement à en fournir.

C'est au point où Fruit d'Or a décidé de revoir sa stratégie américaine. La société tente d'ailleurs une percée en Europe pour diversifier ses marchés, confirme l'entrepreneur, qui rentrait cette semaine d'un voyage en Allemagne où il a participé à un important salon de produits biologiques. « On ne veut pas être trop dépendants des États-Unis car on ne sait pas, dans quelques années, comment les Américains vont réagir. »



APPEL À TOUS

La Presse attend le point de vue de ses lecteurs. Écrivez-nous à forum@lapresse.ca

Bâtir le Canada que nous souhaitons Le budget de 2003

Pour en savoir plus sur le budget de 2003, visitez notre site Web :

www.fin.gc.ca

ou

composez le 1 800 O-Canada (1 800 622-6232) ATS : 1 800 465-7735

Sur Semaine : de 8 h à 20 h (HNE)

Canada

MICHEL GIRARD > FINANCES PERSONNELLES

mgirard@lapresse.ca

Budget Manley: des cadeaux à nos frais

A lire et à écouter les discours du premier ministre Jean Chrétien et de son ministre des Finances John Manley, le gouvernement fédéral est d'une générosité débordante. Il nous distribue de l'argent frais à coups de dizaines et de dizaines de milliards de dollars.

D'ailleurs, la manne fédérale qui semble nous tomber dessus atteint des proportions si grandes que des fonctionnaires chargés d'expliquer les gros chiffres apparaissant dans les tableaux du *Plan budgétaire de 2003* avaient eux-mêmes de la difficulté à m'expliquer, mardi, à l'occasion de la présentation du budget Manley, les tenants et aboutissants de tel ou tel tableau comparatif.

Imaginez-vous maintenant le pauvre journaliste qui doit essayer de démêler l'orgie de gros chiffres qu'on lui présente... Tantôt, le coût des nouveaux investissements fédéraux dans telle mesure ou tel programme est présenté sur une base annuelle, tantôt sur deux ans, parfois on donne seulement une somme cumulative sur cinq ans ou trois ans, etc.

Le ministre Manley et ses fonctionnaires donnent l'impression d'avoir sciemment multiplié les embûches et entourloupettes pour confondre davantage le lecteur. En tout cas, ça doit bien servir le gouvernement Chrétien, car on a l'impression d'avoir reçu mille milliards de cadeaux après avoir lu les 432 pages du *Plan budgétaire de 2003* et les brochures budgétaires.

Mais qu'en est-il réellement ?

Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2005, à combien le gouvernement Chrétien évalue-t-il les économies d'impôt et les diverses mesures récurrentes qu'il a introduites depuis l'exercice 1997-1998 ?

Pour cette année budgétaire 2004-2005, il prévoit nous « donner » 67,9 milliards d'argent frais de plus que durant l'année 1996-1997, dernière année de déficit budgétaire.

Ce « cadeau » fédéral de 67,9 milliards, dont le détail se retrouve dans le tableau ci-

contre, comprend des mesures de dépenses supplémentaires d'une valeur de 25,9 milliards et des mesures fiscales supplémentaires estimées à 42 milliards.

Pour comparer des pommes avec des pommes, regardons maintenant l'évolution des recettes fiscales (impôt, taxes, cotisations d'assurance-emploi, etc.) que le gouvernement Chrétien puise dans nos poches. Selon le tableau ci-dessous, on constate que les recettes encaissées au cours de l'exercice finissant le 31 mars 1997 totalisent 130,6 milliards et celles anticipées pour l'exercice 2004-2005 s'élèvent à 182,6 milliards.

Ce qui donne un écart de 52 milliards entre les taxes et les impôts que le gouvernement fédéral a perçus en 1996-97 (soit 130,6 milliards) et ce qu'il prévoit

Les recettes d'Ottawa		
En milliards de \$		
	1996-1997	2004-2005
Impôt revenu des particuliers	62,6	91,1
Impôt des sociétés	16,2	25,5
Autres revenus	2,7	3,3
Cotisations assurance-emploi	19,9	17,6
TPS	18,2	31,8
Droits de douane importation	2,7	3,5
Taxes à l'énergie	4,4	5,1
Autres taxes et droits d'accise	3,9	4,3
Droits sur sécurité passagers	-	0,4
TOTAL	130,6	182,6

percevoir lors de l'année financière 2004-05 (182,6 milliards).

À l'exception du poste « cotisations d'assurance-emploi », qui accuse une baisse de 2,3 milliards, tous les autres postes de recettes budgétaires rapportent davantage qu'en 1996-1997.

Bien entendu, cet accroissement des recettes fiscales (soit 52 milliards) que nous verserons pendant l'exercice 2004-2005 serviront à défrayer en grande partie les 67,9 milliards de dépenses et mesures fiscales que le gouvernement Chrétien a mises en place depuis 1996-1997.

À vrai dire, pour défrayer les 67,9 milliards de dépenses et mesures fiscales supplémentaires que le gouvernement Chrétien aura consenties au fil de ses années de pouvoir, les contribuables auront sorti de leurs poches un supplément de 52 milliards, ce qui représente 76,6 % de la valeur totale des « cadeaux » à recevoir.

Somme toute, le véritable cadeau fédéral s'élèvera à 15,9 milliards pour l'année 2004-2005, au lieu des 67,9 milliards que le gouvernement Chrétien laisse entendre.

Et en ce qui concerne la soi-disant alléchante réduction fédérale des impôts, j'aimerais mentionner qu'en 2004-2005, nous verserons collectivement, par rapport à l'exercice financier 1996-1997, un supplément de 28,5 milliards au chapitre de l'impôt sur le revenu des particuliers, un supplément de 9,3 milliards au chapitre de l'impôt des sociétés et un supplément de 13,6 milliards au chapitre de la TPS.

En contrepartie, on aura droit à une réduction de cotisations d'assurance-emploi évaluée à 2,3 milliards.

Pourquoi le gouvernement Chrétien prétend-il nous accorder des réductions d'impôt de 100 milliards sur cinq ans alors

Les dépenses supplémentaires	
Transferts fédéraux en santé et programmes sociaux	10,1 milliards
Diverses initiatives en santé et autres secteurs	5,5 milliards
Stratégie d'égalité des chances	4,9 milliards
Mesures économiques	1,1 milliard
Prestations des services publics	5,3 milliards
Réaffectation des ressources	-1,0 milliard

Les mesures fiscales supplémentaires	
Stratégie canadienne pour l'égalité des chances	2,1 milliards
Prestations fiscales pour enfants	4,0 milliards
Allègements fiscaux de portée générale	29,6 milliards
Mesures d'équité fiscale	-0,4 milliard
Réduction des cotisations d'assurance-emploi	6,5 milliards
Autres mesures fiscales	0,2 milliard

que dans les faits, on lui versera un montant supérieur en impôt et taxes ?

Explication : dans son évaluation et sa propagande, le gouvernement Chrétien ne tient compte que de la réduction effective des taux d'impôt fédéral. Mais collectivement, comme nos revenus augmentent ainsi que la valeur de nos achats de biens et services, il omet de dire qu'on lui versera, au bout du compte, un montant supplémentaire d'impôt et de TPS.

En somme, la générosité du gouvernement Chrétien passe par nos poches !

La CVMQ montre du doigt les initiés délinquants

RÉJEAN BOURDEAU

LA COMMISSION des valeurs mobilières du Québec (CVMQ) montre du doigt les initiés délinquants.

Pour la première fois, hier, elle a publié sur son site Internet la liste de ceux qui ont déclaré des transactions en retard et ceux qui ont rempli de façon incomplète ou erronée leurs formulaires d'achat ou de vente.

Tous les hauts gradés et les administrateurs (dépositaires d'informations privilégiées sur les entreprises qu'ils dirigent) doivent signifier leurs transactions à la CVMQ, la police des marchés financiers.

Cette procédure pouvait être transgressée si, par intérêt par ou inadvertance, un dirigeant commettait une faute dans sa déclaration. Ce faisant, la transaction n'était pas transmise au reste du marché, notamment aux petits investisseurs.

En janvier, Pierre Godin, le président par intérim de la CVMQ, estimait toutefois que « dans 80 % à 90 % des cas, ces erreurs sont faites en toute bonne foi ».

Pour assurer une plus grande transparence des transactions, et pour forcer les retardataires à se corriger, la CVMQ vient d'ajouter

deux annexes (C et D) à sa liste de déclarations conformes (annexe B). Vous pouvez les consulter sur son site, à l'adresse www.cvmq.com, sous l'onglet Initiés à gauche de l'écran. Ce raccourci mène directement aux déclarations d'initiés.

Déclarations incomplètes

L'annexe C concerne les déclarations incomplètes ou erronées. Dans ce cas, les initiés ont omis d'inscrire une information pertinente à leur déclaration.

Auparavant, la CVMQ communiquait avec les fautifs pour corriger l'information. Pendant ce temps, l'information concernant l'achat ou la vente d'actions, ou l'attribution ou l'exercice d'options, n'était pas rendu publique.

« Ce n'est plus le cas », dit Barbara Timmins, porte-parole de l'organisme de surveillance. Depuis lundi, la CVMQ applique une nouvelle procédure.

Toutes les opérations d'initiés déclarées de façon incomplète ou erronée, depuis le 17 février, sont publiées dans cette annexe. Elles le seront à tous les vendredis.

Pour la première semaine, on retrouve neuf initiés fautifs, pour 17 transactions, sur des titres de sept sociétés différentes : BCE, Nortel, CP Navigation, Cogeco Câble et les banques Scotia, TD et Royale.

Pour sa part, l'annexe D concerne les opérations d'initiés déclarées hors délai, soit plus de 10 jours de calendrier après la transaction, précise Barbara Timmins.

Les individus qui ne respectent pas ce délai sont passibles d'une amende variant entre 1000 \$ et 20 000 \$. Dans le cas des entreprises, l'amende varie de 1000 \$ à 50 000 \$.

Dans la liste publiée hier, on retrouve 25 initiés, pour 56 transactions hors délais, sur des titres de 24 sociétés différentes.

Dans le nombre, on remarque qu'André Gaumond, président de Mines d'or Virginia, a enregistré 11 transactions en retard, dont certaines remontent à 2000.

Par ailleurs, une des deux transactions retardataires de Denis Bélangier, vice-président, ingénierie et développement, de Cogeco Câble, a été réalisée le 22 octobre 1999.

Ces nouvelles listes sont un grand pas en avant. Elles auraient toutefois avantage à contenir trois informations très importantes : le type de la transaction (achat, vente, levée, obtention), la valeur en dollars des titres et la définition des titres (actions, options).

Pour le savoir, il faut retourner dans la liste de l'annexe B. Un travail fastidieux.

Denis Desautels siégera au conseil de Bombardier

FRANCIS VAILLES

L'EX-VÉRIFICATEUR général du Canada, Denis Desautels, a accepté de siéger au conseil d'administration du fabricant de matériel de transport Bombardier.

L'entreprise montréalaise avait un poste vacant à son conseil depuis le départ de Robert Brown, le 13 décembre. M. Brown a été remplacé par Paul Tellier à titre de président-directeur général de Bombardier, mais comme M. Tellier siégeait déjà au conseil de l'entreprise avant de remplacer M. Brown, seulement 12 administrateurs étaient membres du conseil, plutôt que 13.

Denis Desautels s'est surtout fait connaître pour ses nombreux rapports critiques à l'endroit du gouvernement fédéral du temps où il était Vérificateur général du Canada, entre 1991 et 2001. Il y a un mois, rappellons-le, l'homme de 59 ans avait accepté la présidence du conseil de la Banque Laurentienne, en remplacement de Jon K. Grant. Il est également devenu membre du conseil du Groupe Jean Coutu à la fin janvier.

Chez Bombardier, Denis Desautels siégera également au comité de vérification du conseil d'administration. Ce comité est chargé de voir à la vérification des livres comptables de l'entreprise. Cette nomination est bien perçue par le marché, compte tenu des récents questionnements sur les chiffres de Bombardier, plus précisément sur la dette.

« Je suis ravi que M. Desautels ait accepté de siéger à notre conseil, a déclaré Laurent Beaudoin, président du conseil et du comité exécutif de Bombardier. Sa vaste expérience des secteurs privé et public et ses connaissances approfondies en matière de finance, d'exploitation et de gestion des risques nous seront très valables. »

M. Desautels est actuellement membre du Conseil de surveillance des normes comptables de l'Institut canadien des comptables agréés. Depuis le 1^{er} octobre 2001, il est également membre du centre d'études en gouvernance de l'Université d'Ottawa. Officiellement, sa nomination chez Bombardier est entrée en vigueur le 14 février.

Bombardier emploie 80 000 personnes dans 24 pays.

Le huard à un sommet de deux ans

d'après Bloomberg

TORONTO — Le dollar canadien s'est haussé à un sommet de deux ans, les investisseurs faisant le calcul que la Banque du Canada augmentera les taux d'intérêt après que le gouvernement eut proposé une hausse de 10 % de son budget pour l'exercice commençant en avril prochain.

« Nous avons entendu dire par la Banque du Canada, avant et après

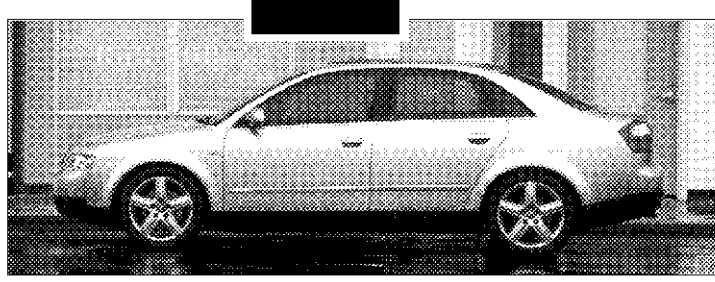
le budget, qu'elle estimait nécessaire une hausse des taux d'intérêt », explique Doug Porter, économiste principal de BMO Nesbitt Burns. Le budget de l'exercice financier 2004 rend le dollar canadien « attrayant », dit-il.

Le huard a terminé hier à 66,45 cents US, inchangé par rapport à la veille. Toutefois, il a atteint 66,53 cents au cours des transactions de nuit, soit un sommet depuis le 5 février 2001. Un dollar américain

achète 1,5050 dollar canadien. D'après la prévision médiane d'analystes sondés par Bloomberg News dans un sondage le mois dernier, la Banque du Canada haussera sa cible pour le taux de financement à un jour d'un quart de point de pourcentage à 3 %.

On estime que l'économie aura progressé de 2,3 % à un taux annualisé au cours du dernier trimestre de 2002, selon la prévision médiane de neuf économistes sondés par Bloomberg News.

Les Automobiles Popular inc.



A4 CVT à partir de 33 600 \$*
Financement à partir de 1,9 %

(514) 274-5471
5441, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec)
H2J 2Y4
www.popularaudi.com

 Laurier

* Taxes, transport, préparation et frais d'acquisition en extra
Photo à titre indicatif seulement.

Le meilleur moment d'acheter une voiture d'occasion

 Mercedes-Benz

SILVER STAR

MONTRÉAL		RIVE-SUD	
99-03, ML320E , 4 000 km,	à partir de 34 800 \$	02, CL230 , KOMP, noir, 9 000 km,	31 800 \$
02, C240C , "dém" 13 000 km,	35 800 \$	02, C240 , "dém" 2, choix de couleurs	35 800 \$
02, C320 , toit ouvrant, argent, neuf,	45 800 \$	02, ML320 , noir/noir, (2),	47 800 \$
02, CL600SP , équipé, 11 000 km,	149 800 \$	02, ML500 , noir, 22 000 km,	57 800 \$
02, G500 , noir/noir, 17 000 km,	85 800 \$	02, S430 , noir/noir, 14 000 km,	81 800 \$
02, CL320 , auto., toit ouvrant, 200 km,	34 800 \$	01, M430 50 000 km	46 800 \$
01-02, CL500SP , équipé, 3 000 km,	à partir de 118 800 \$	01, C230 , 41 km, beige,	39 800 \$
00-02, E430 , 4 X 4, bas km,	à partir de 53 800 \$	00, CLK320 , 42 km, Argent,	42 800 \$
00-02, SLK320 , 2 en stock,	à partir de 49 800 \$	00, C230K , noir, 58 000 km,	29 800 \$
00-02, S430 , choix de couleurs, bas km,	63 800 \$	99, S500 , avec garantie 36 mois 86 000 km	46 800 \$
98-02, S600SP , équipé, bas km.	Appelez pour le prix.	99, S420 , noir, 72 000 km, garantie prol.	43 800 \$
99-03, S500 , équipé, bas km.	Trop bas pour l'inscrire	99, ML430 , argent, 39 000 km,	37 800 \$
99-02, E320 , 4 X 4, bas km.	"Faites vite!"	99, E430 , noir, 73 000 km,	38 800 \$
01, S55AMG , équipé, 8 500 km,	117 800 \$	99, ML320 , menthe, 3 en stock,	31 800 \$
00, E55AMG , équipé, bas km,	69 800 \$	99, E430 , noir, garantie 2005, 37 km,	46 800 \$
99, C230 , bas km,	à partir de 24 800 \$	99, C43AMG , noir/menthe,	39 800 \$
99, SL500 , équipé, bas km,	70 800 \$	99, C280 , 6 cylindres, menthe (2), 58 km,	28 800 \$
99, S320 , Noir/noir, bas km,	39 800 \$	99, CLK320 , 66 000 km,	39 800 \$
99, C280 , sport, argent 49 000 km,	31 800 \$	99, E320 , 4-MATIC familiale,	36 800 \$
96, CL500 noir/noir	51 800 \$	98, E320 , 2 en stock, 82 000 km,	33 800 \$
00, E320 , Station Wagon, argent, 4 X 4,	49 800 \$	97-98-99, C230 , C280 , choix de modèles	



7800 Boul. Décarie
(514) 817-7783
Appelez maintenant



4844 Boul. Taschereau
(514) 817-8059
Appelez maintenant

www.silverstar.mercedes-benz.ca

Shermag double son profit net

Presse Canadienne

LE FABRICANT de meubles québécois Shermag a doublé ses profits et réduit sa dette de manière significative au cours du troisième trimestre de 2002.

Pour cette période, le bénéfice net de l'entreprise sherbrookoise a atteint près de 4,3 millions, ou 0,30 \$ par action, en comparaison avec 2,1 millions ou 0,16 \$ par action l'an dernier. Quant au chiffre d'affaires trimestriel, il a aug-

menté de 16 %, passant de 44 millions en 2001 à 50,9 millions en 2002.

Pour les neuf premiers mois de l'année, Shermag a déclaré des profits de 11,2 millions sur des revenus de 141,7 millions. À la même date l'an dernier, le bénéfice net atteignait plutôt 4,3 millions sur 119,3 millions de chiffre d'affaires.

D'après son PDG, Jeff Casselman, l'entreprise a réussi « à maintenir ses marges dans un environnement très

compétitif » en raison de sa grande efficacité. La vigueur du marché immobilier a aussi créé une clientèle pour les meubles, a-t-il ajouté.

À la fin du dernier trimestre, la dette de l'entreprise s'élevait à 1,6 million, par rapport à 24,2 millions l'an dernier et à 16,5 millions au terme de la dernière année financière.

Le titre a terminé la séance à 12,70 \$ hier à la Bourse de Toronto, inchangé par rapport à la veille.

MAGNOLA

Suite de la page E1

La technologie de Magnola est bonne et sa performance environnementale est acceptable, soutient Claude Blanchet. « Ce qui arrive est « un accident de marché », » estime-t-il. Selon lui, personne n'aurait pu prévoir que la Chine pouvait accroître sa part du marché mondial de 15 % à 50 % en quelques années seulement. Le résultat a été une chute des prix du magnésium, qui se vend aujourd'hui autour de 60 cents US la livre, alors que les coûts de production de Magnola sont entre 82 et 90 cents US la livre.

La déprime des prix internationaux pourrait être temporaire, croit M. Blanchet, qui rappelle qu'une usine du même type que Magnola est en

construction en Australie. La future usine australienne a toutefois une entente avec Ford, qui s'est engagée à acheter une partie de sa production.

Le gouvernement du Québec et la SGF négocient actuellement avec GM, qui pourrait s'engager à acheter une partie de la production de Magnola pour la fabrication de pièces en alliage. « C'est une hypothèse », a dit hier Claude Blanchet, qui promet des développements à ce sujet prochainement.

Mais la vente d'une partie de la production de Magnola ne réglerait pas tout. Il faudra quand même que la SGF trouve un partenaire pour remplacer Noranda. Il n'est pas question que l'engagement de la SGF dépasse les 50 %, a rappelé Claude Blanchet hier.

Un autre scénario à l'étude est la possibilité pour Magnola d'acheter du magnésium sur le marché et de le transformer, ce qui permettrait de garder l'usine en activité en attendant une éventuelle reprise du marché et de conserver une poignée des 380 emplois en jeu.

Le temps file pour la SGF, qui doit fermer ses livres de l'exercice 2002 dans les prochains jours. Les résultats définitifs ne seront toutefois pas rendus publics avant le mois de juin. La SGF, dont l'actif est de 3 milliards, a enregistré l'an dernier une perte de 84 millions, ce qui correspond à un rendement négatif, de -4,1 %.

AMÉLIE POULAIN

Suite de la page E1

Au moment où UGC a appris l'existence de la publicité (en mai 2002), la campagne « était déjà terminée ou tirait à sa fin ». La société française considère que McDonald's et ses franchisés (895, rue de la Gauchetière Ouest, et 6245, rue Sainte-Catherine Ouest) lui sont redevables d'une part de leurs recettes.

Comme elle ne connaît pas précisément les recettes réalisées de la vente des filets de poulet pendant la campagne publicitaire, elle estime qu'elles s'élèvent au moins à 2 millions.

La demanderesse réclame à titre de compensation 10 % des recettes, soit 200 000 \$. Elle ajoute que Cossette est « responsable solidairement pour le paiement de la compensation ».

Défense de Cossette

Joint hier, le porte-parole de Cossette, Michel Lemay, a indiqué que l'entreprise avait pris note de la poursuite.

Il a indiqué qu'au moment de la conception de cette pu-

blicité, la firme avait fait des vérifications du côté juridique. « Ça n'a pas été improvisé. On pense qu'on n'a rien fait de mal. » Cossette entend se défendre.

Hier à la Bourse de Toronto, le titre de Cossette (KOS) n'a pas été échangé et a gardé son cours de la veille, à 12,10 \$.

Pour le premier trimestre de l'exercice terminé le 31 décembre, Cossette a présenté des revenus bruts de 38,3 millions, en hausse de 8 % sur l'an passé, pour un profit net de 2,9 millions (15 cents l'action), en hausse de 10 %.

Durant l'année financière 2002, la firme a réalisé un chiffre d'affaires brut de 157,7 millions, en hausse de 19 %, pour un bénéfice net de 12,4 millions (66 cents l'action), une augmentation de 8 %.

L'assemblée annuelle du groupe de communications et de marketing, fondé en 1972, se tiendra mercredi prochain à Montréal.



Parlons affaires.

1000 minutes de jour pour 50 \$

Fido vous présente le meilleur forfait affaires au pays.

- > 1 000 minutes, du lundi au vendredi, de 8 h à 19 h
- > 150 minutes les soirs et week-ends

- Et toujours :
- > La facturation à la seconde, ce qui vous permet de parler 40 % plus longtemps
 - > 10 ¢ la minute : tarif interurbain au Canada et vers les États-Unis

Aucun contrat à signer
Offre d'une durée limitée



fidoaffaires.ca

fido_affaires

Abonnez-vous dès maintenant au **1 866 272-FIDO (3436)**

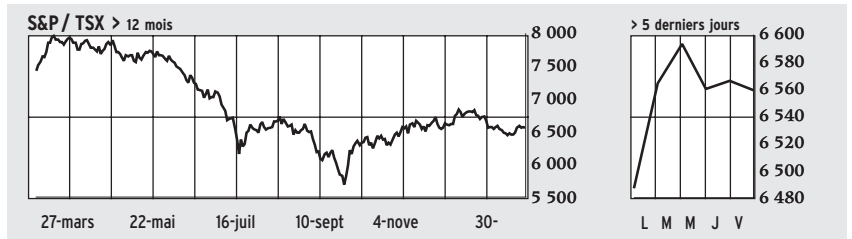
Fido vous attend aussi dans les points de vente participants de la grande région de Montréal :



- 3114357A
- LES MAGASINS**

 - 1004, rue Sainte-Catherine Ouest
 - Carrefour Angrignon
 - Carrefour Laval
 - Centre Rockland
- Place Versailles
 - Place Rosemère
 - Centre Fairview Pointe-Claire
 - Carrefour du Nord, Saint-Jérôme
 - Mail Champlain
 - Les Promenades St-Bruno

BOURSE DE TORONTO



HIER								
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN			
6 571,54	6 571,59	6 531,34	6 558,63	-0,11 %	-11,59 %			
ACTIONS NÉGOCIÉES		1 277	GAINS	562	PERTES	504	INCHANGÉES	211
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT			
	7 992,70	5 678,28		179	177			
SOUS-INDICES								
	FERMETURE	VARIATION		FERMETURE	VARIATION			
Services financiers	106,96	0,26	Prod. consom. discr.	68,59	0,41			
Matériaux de base	118,12	-0,69	Services de télécom.	49,76	-0,32			
Energie	127,89	0,74	Prod. consom. de base	147,08	-0,61			
Produits industriels	61,41	-0,23	Service publics	126,37	-0,35			
Tech. de l'information	16,39	-0,23	Soins de santé	58,98	-0,62			

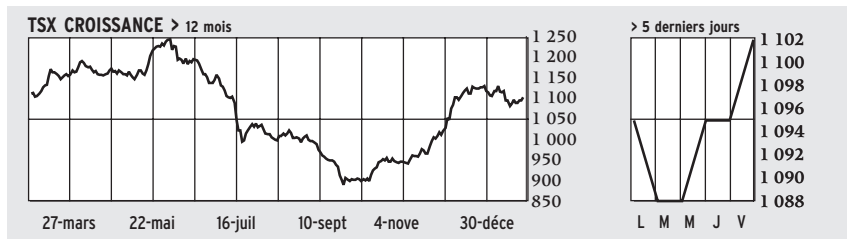
AUTRES INDICES CANADIENS					
S&P/TSX 60	FERMETURE	VAR.	S&P/TSX Moyenn. Cap.	FERMETURE	VAR.
6 571,54	371,44	-0,36	DJ Can. Titans (40)	417,64	-0,99
S&P/TSX Petites cap.	437,97	-0,22		968,80	-0,81

LES 10 PLUS ACTIFS							
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
NORTEL NETWORKS	33706156	3,29	-0,10	CANADIAN 88 ENRG	2466468	2,45	0,15
PLACER DOME INC	4370011	14,90	-0,64	ENCANA CORP	2452108	48,19	0,54
CANADA LIFE FINAN	3009019	43,43	0,18	TRANSCANADA PIP.	2320003	22,30	-0,05
KINROSS GOLD CORP	2885118	11,20	-0,28	FORDING INC	2319788	33,42	0,27
MANULIFE FINANC.	2532884	36,80	0,20	BOMBARDIER/B	2187953	5,00	-0,11

TITRES GAGNANTS EN %				TITRES GAGNANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
FIRST CALGARY PET	1774405	2,86	13,04	BURLINGTON RES.	2200	69,19	1,97
OLYMPIA ENERGY IN	757129	3,89	12,10	MAVERICK TUBE (CA	6625	26,50	1,96
CALL-NET/B	49206	1,75	-2,24	TESMA INTL./A	465552	25,71	1,61
RIDER RES.	177415	1,98	7,03	CP HOLDRS	4340	66,45	1,45
MAVERICK TUBE CDA	6625	26,50	7,99	ANGIOCHET PHARMA.	16014	55,56	1,33

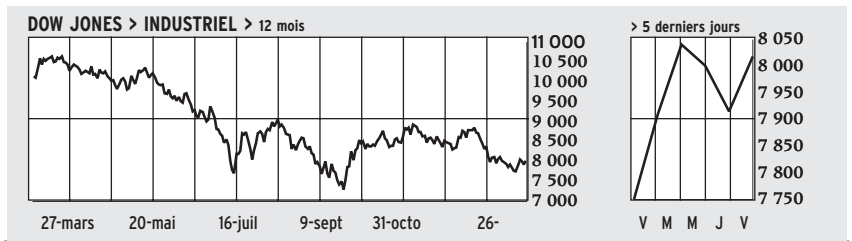
TITRES PERDANTS EN %				TITRES PERDANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
CORETEC INC	76715	2,05	-16,33	IUNITS S&P/TSX CN	238155	45,05	-1,40
TEKNION CORP	5900	6,20	-10,79	MERIDIAN GOLD INC	507733	21,60	-1,40
EXTENDICARE/A	331073	3,64	-10,35	BIOVAIL CORP.	306484	51,52	-1,28
HARTCO CORP.	1400	3,00	-6,25	ROTHMANS INC	97717	26,65	-0,92
MERIDIAN GOLD INC	507733	21,60	-6,09	NEWMONT MINING	18667	41,51	-0,91

BOURSE DE CROISSANCE TSX



HIER								
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE		VAR. 1 J	VAR. 1 AN		
1 098,78	1 103,00	1 094,58	1 102,20		0,66%	-0,84%		
ACTIONS NÉGOCIÉES		940	GAINS	338	PERTES	299	INCHANGÉES	303
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT			
	1 256,23	887,29		40	42			

NEW YORK



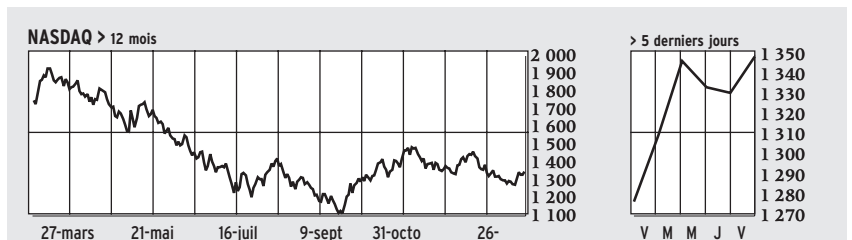
HIER							
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN		
7 915,52	8 039,27	7 854,38	8 018,11	1,30%	-18,47%		
ACTIONS NÉGOCIÉES		3 432	GAINS	2 290	PERTES 966	INCHANGÉES	176
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	10 673,10	7 197,49		1 360	1 170		
AUTRES INDICES DES AMÉRIQUES							
		FERMETURE	VARIATION			FERMETURE	VARIATION
S&P 500 composé		848,17	11,07	Dow Jones serv. publics		200,60	2,13
S&P 100 composé		429,87	5,58	AMEX composé		825,59	8,60
Dow Jones transport		2 096,41	11,50	Russell 2000		364,36	4,62

LES 10 PLUS ACTIFS							
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
LUCENT TECHNO.	51113000	1,52	-0,13	QWEST COMM.	13085600	3,51	0,03
AUTONATION INC	26058700	13,51	-0,09	PFIZER INC	12812200	28,94	0,30
SBC COMMUNIC.	25327400	20,73	-0,57	EMC CORP/MASS	12109800	8,04	-0,21
GENERAL ELECTRIC	19586800	23,80	0,45	AOL TIME WARNER	12091200	10,60	0,04
NORTEL NETWORKS	13934900	2,18	-0,07	EXXON MOBIL CORP.	11578100	34,18	0,55

TITRES GAGNANTS EN %				TITRES GAGNANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
OM GROUP INC	2806100	9,15	26,21	BERKSHIRE HATH./B	10010	2106,0	16,00
PREFERREDPLUS TRU	19200	14,95	14,56	ALLEGHANY CORP	6600	168,50	3,50
BEVERLY ENT.	980500	2,00	13,64	WHITE MOUNTAINS	5900	327,50	3,50
THE SPORTS AUTH	1043500	6,89	12,22	GALLAHER GROUP	171800	40,70	2,84
HEALTHSOUTH CORP	2169400	3,61	11,42	TOTAL FINA ELF SA	474500	67,85	2,47

TITRES PERDANTS EN %				TITRES PERDANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
TUPPERWARE	1642800	12,89	-12,85	TUPPERWARE CORP.	1642800	12,89	-1,90
EXTENDICARE/A	4200	2,40	-11,11	CIA SIDERURGICA	246700	16,55	-1,60
AIRNET SYSTEMS	8300	3,65	-8,98	TDK CORP-SPONSORE	6200	42,00	-1,60
PREFEREDPLUS	12500	13,45	-8,81	PREFEREDPLUS	12500	13,45	-1,30
CIA SIDER./SP ADR	246700	16,55	-8,82	QUAKER CHEMICAL	41100	19,89	-1,19

NASDAQ



HIER								
OUVERTURE		HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN		
1 331,33		1 352,07	1 316,04	1 349,02	1,34%	-21,40%		
ACTIONS NÉGOCIÉES		3 382	GAINS	1 962	PERTES	1 182	INCHANGÉES	238
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT			
	1 946,23	1 108,49		1 326	1 335			
SOUS-INDICES								
		FERMETURE	VARIATION			FERMETURE	VARIATION	
Assurances		2 208,57	39,21	Industrielles		1 004,77	12,11	
Banques		2 236,26	31,72	Télécomm.		114,08	1,78	
Finances		116,50	0,00	Transports		1 217,09	10,54	

LES 10 PLUS ACTIFS							
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
INTEL CORP	46722300	16,79	-0,17	ORACLE CORP	35272800	12,39	0,08
CISCO SYSTEMS INC	45434000	14,67	0,41	APPLIED MATERIALS	26106700	12,80	0,02
MICROSOFT CORP	42225300	24,63	0,49	DELL COMPUTER	18851200	26,84	0,50
SUN MICROSYS	39525700	3,41	0,01	BEA SYSTEMS INC	18545600	10,63	-0,58
FIBERNET TELECOM	35879300	0,06	0,00	JDS UNIPHASE CORP	15805200	2,87	0,07

TITRES GAGNANTS EN %				TITRES GAGNANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
FAO INC	361900	0,30	114,29	UNITED SECURITY	5100	43,90	3,80
NEW VALLEY CORP-W	16000	0,04	100,00	EXPEDIA INC	3182100	66,58	3,33
RTW INC	12700	2,65	44,02	EXPEDIA INC-WT09	4500	35,00	3,15
ADVANCED NUTRAC.	39400	0,64	39,13	REINHOLD IND./A	34300	11,70	2,77
AVI BIOPHARMA INC	1500	0,30	36,36	SHORE BANCSHARES	12600	33,50	2,49

TITRES PERDANTS EN %				TITRES PERDANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
STM WIRELESS/A	3301100	0,03	-86,36	ICO INC-DEP SHS	16700	10,00	-3,55
DECTRON INTERNET	11200	0,08	-50,00	ROYAL GOLD INC	1986400	21,57	-2,56
OAK RIDGE CAPITAL	2300	0,24	-45,46	XENOA GROUP	62900	4,52	-1,78
MICROTRUNE INC	11089400	1,19	-36,36	CHESTER BANCORP	2800	21,00	-1,73
NEW CHINA HOMES	50000	0,01	-33,33	CYMER INC	1836800	33,26	-1,57

NASDAQ CANADA					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
226,45	227,50	223,65	227,20	0,12 %	-25,74 %
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	353,64	172,89		32	33

Source: Bloomberg

INVESTIR

Gaz Métro suspend indéfiniment le projet de gazoduc Cartier

MARIE TISON
Presse Canadienne

Le peu de succès remporté par l'exploration gazière au large des provinces de l'Atlantique a forcé Gaz Métropolitain à suspendre son projet de gazoduc Cartier.

« Pour le moment, on n'a pas l'assurance que le bassin de la côte Est peut produire les volumes nécessaires pour une période de 10 à 15 ans, soit le minimum requis pour justifier un gazoduc », a déclaré hier le président et chef de la direction de Gaz Métro, Robert Tessier, à l'occasion de l'assemblée annuelle des actionnaires (ou associés) de la société en commandite.

Il a notamment souligné la décision d'EnCana de suspendre son

projet de développement gazier Deep Panuke, au large de la Nouvelle-Écosse.

EnCana, un des plus importants producteurs indépendants de gaz et de pétrole en Amérique du Nord, a annoncé la suspension du projet de 1,3 milliard la semaine dernière en raison notamment du peu de succès de l'exploration.

« Depuis quelques années, aucune découverte majeure n'est venue libérer des quantités nécessaires pour soutenir la création d'un lien pipelinier sur les Maritimes », a déploré M. Tessier en conférence de presse après l'assemblée.

Le gazoduc Cartier, un projet mené par Gaz Métropolitain et par la société Enbridge, visait à relier les réserves du bassin de la côte atlantique au centre du pays. Plus spécifiquement, ce gazoduc devait se rattacher au gazoduc de Maritimes and Northeast à Fredericton et

au réseau de Gaz Métropolitain à Québec.

Enbridge est un des actionnaires de Noverco, qui détient indirectement 77,4 % de la société en commandite Gaz Métropolitain.

M. Tessier a affirmé que Gaz Métro et Enbridge demeuraient intéressés au gazoduc Cartier, un projet de 400 millions.

« Mais nous devons attendre que se manifestent des découvertes significatives pour relancer les équipes de travail et de design », a-t-il indiqué.

M. Tessier a présenté des résultats financiers solides hier. Si le chiffre d'affaires de la société a diminué en 2002 par rapport à l'exercice précédent, passant de 2,1 milliards à 1,6 milliard, le bénéfice a augmenté de 9,9 %, passant de 141 millions à 155 millions. Le bénéfice par action est passé de 1,28 \$ à 1,40 \$.

Toronto est stable, l'or et les technos glissent

Reuters

TORONTO — La Bourse de Toronto a terminé au neutre hier, le recul des titres de l'or et de la technologie l'ayant empêchée de se joindre à l'élan de Wall Street.

L'indice phare S&P/TSX a terminé la séance en baisse de 7,48 points, ou 0,11 %, à 6558,63. Sur la semaine, il a pris 1,1 %.

Entre-temps à Wall Street, les marchés boursiers ont terminé en hausse sensible notamment grâce à la réaction favorable des investisseurs aux propos conciliants tenus par le vice-président irakien, Taha Yassin Ramadan.

L'indice Dow Jones affichait en clôture une hausse de 1,30 %, à 8078,11 points, tandis que le Standard & Poor's 500 gagnait 1,32 %, à 848,17. Sur le NASDAQ, l'indice composite reprenait 1,34 %, à 4349,02 points.

Sur l'ensemble de la semaine, la progression respective des trois indices est de 1,37 %, 1,61 % et 2,96 %.

À Toronto, les titres des sociétés de l'or, valeur refuge en période d'incertitude, ont reculé de 3 % après que les propos irakiens eurent donné l'impression qu'une éventuelle guerre en Irak n'était peut-être pas si certaine.

« La rhétorique de guerre était assez calme, je pense que c'est une bonne nouvelle », a dit Jeff Cheah, stratège chez MMS International.

Le titre de Placer Dome a perdu 64 cents, ou 4,1 %, à 14,90 \$, tandis que Meridian Gold a glissé de 1,40 \$, ou 6,1 %, à 21,60 \$.

Sept des 10 sous-indices du TSX ont terminé en baisse, celui des technologies de l'information perdant 1,38 % après les prévisions prudentes du fabricant de logiciels américain BEA Systems

Wall Street a trouvé un certain réconfort dans les propos du vice-président irakien.

Ciment St-Laurent vend son Unilock

Presse Canadienne

LE GROUPE Ciment St-Laurent revend à Unilock la participation de 49 % qu'il détenait depuis une dizaine d'années dans ce fabricant ontarien de pavés en béton et de murs de soutien.

« La vente de cet investissement s'insère dans la stratégie de Ciment St-Laurent de se concentrer sur les activités stratégiques de l'entreprise », a déclaré hier le vice-président et chef des finances chez Ciment St-Laurent, Dean Bergmame.

La transaction permettra à Ciment St-Laurent d'enregistrer un gain après impôts de 21,5 millions, qui sera réinvesti dans les activités principales de l'entreprise. Son impact sur les résultats financiers se traduira par une augmentation de 3,9 millions, ou 9 cents par action, du bénéfice net pour le premier trimestre.

Le Portefeuille des lecteurs aux premières loges du prochain grand mariage de l'assurance



STÉPHANIE GRAMMOND

Le Portefeuille des lecteurs de *La Presse Affaires* sera assis aux premières loges pour assister au prochain grand mariage dans le secteur financier canadien, dont les bans ont été publiés cette semaine. Avec parmi leurs 15 titres préférés, celui de la Corporation financière Power, société mère de la Great-West, les lecteurs suivront de près l'union de la Great-West et de la Canada-Vie, qui formeront le plus important assureur au pays.

« Le chevalier blanc n'a pas déçu ! » a lancé notre gestionnaire-conseil, Johanne Pichette, de CDP Capital. Canada-Vie attendait depuis la mi-décembre une surenchère pour éviter d'être enlevée par Manuvie, qui lui avait présenté une offre d'achat hostile.

Finalement, la Great-West a payé l'équivalent de 1,9 fois la valeur comptable de Canada-Vie et 13 fois ses bénéfices de 2003, tandis que Manuvie avait offert 1,77 fois la valeur comptable de Canada-Vie.

Le prix est plus élevé, mais pas déraisonnable, et la Great-West l'a justifié en disant que l'acquisition était « hautement stratégique ». « On peut quand même se demander si la Great-West réussira à accomplir les synergies de 290 millions de dollars prévues dans le cadre de l'intégration des deux entreprises, alors que Manuvie s'attendait à seulement 200 millions », a commenté M^{me} Pichette.

Le Portefeuille des lecteurs LA PRESSE AFFAIRES

SECTEUR	SOCIÉTÉ (SYMBOLE)	ACTION			VALEUR AU 30 SEPT. 2002	COURS ACTUEL	VALEUR ACTUELLE	VARIATION	
		NBRE	COÛT MOYEN					PAR RAPPORT AU COÛT MOYEN	CETTE SEMAINE
Énergie	Petro-Canada (PCA)	56	36,35\$		2 607\$	52,16\$	2 921\$	43,49%	1,54%
	Alcan (AL)	66	56,02\$		2 590\$	43,29\$	2 857\$	-22,72%	1,62%
Matériaux de base	Cascades (CAS)	152	12,25\$		2 584\$	14,35\$	2 181\$	17,14%	0,70%
	Bombardier (BBD.B)	594	7,91\$		2 590\$	5,00\$	2 970\$	-36,79%	0,00%
Produits industriels	CAE (CAE)	568	4,56\$		2 590\$	4,71\$	2 675\$	3,29%	1,73%
	Canadian Tire (CTR.A)	96	25,02\$		2 580\$	29,10\$	2 794\$	16,31%	-0,14%
Consommation discrétionnaire	Groupe Jean Coutu (PJC.A)	149	17,40\$		2 593\$	15,00\$	2 235\$	-13,79%	0,00%
	Aliments Maple Leaf (MFI)	237	10,91\$		2 586\$	10,75\$	2 548\$	-1,47%	-2,27%
Consommation de base	Molson (MOL.A)	83	31,00\$		2 573\$	32,15\$	2 668\$	3,71%	-2,52%
	Empire (EMP.A)	96	27,13\$		2 604\$	27,05\$	2 597\$	-0,29%	3,84%
Soins de santé	Biovail (BVF)	66	60,51\$		2 594\$	51,52\$	3 400\$	-14,86%	6,03%
Services financiers	Banque Royale (RY)	49	50,00\$		2 582\$	57,59\$	2 822\$	15,18%	2,84%
	Financière Power (PWF)	74	34,80\$		2 575\$	38,12\$	2 821\$	9,54%	0,05%
Service de télécommunications	BCE (BCE)	92	34,42\$		2 585\$	28,17\$	2 592\$	-18,16%	-1,68%
Services publics	TransCanada PipeLines (TRP)	115	20,55\$		2 599\$	22,30\$	2 565\$	8,52%	0,00%

> MONTANT INVESTI au 31 janvier 2002	45 002\$	> VARIATION DEPUIS LA RÉVISION au 30 septembre 2002	4,67%
> VALEUR ACTUELLE	40 645\$	> VARIATION PAR RAPPORT AU COÛT MOYEN	-3,66%
> VARIATION DEPUIS LA CRÉATION au 31 janvier 2002	-9,68%	> VARIATION CETTE SEMAINE	0,85%

N.B. : Le nouveau Portefeuille des lecteurs a été constitué en date du 30 septembre 2002.
MISE EN GARDE : Ce portefeuille est constitué à partir des choix des lecteurs. Il ne s'agit pas de recommandations d'achat de titres.

Source : Bloomberg, CDP Capital, La Presse

Déjà, les analystes financiers s'attendent à ce que l'acquisition, qui devrait se clôturer à la mi-année, fasse augmenter les bénéfices par action de 4,5-5 % dès 2003 et ensuite de 13,5-14 % en 2004. Par contre, ils croient aussi que le rendement sur l'avoir des actionnaires de la Great-West, qui est le meilleur de l'industrie, glissera de

22,3 % à 19,5 %. Mais les investisseurs n'ont pas trop tiqué, puisque le cours de l'action de la Great-West a glissé de seulement 2 % sur la semaine. Celui de sa société mère, la Corporation financière Power, a clôturé en hausse de 0,05 %. Le titre de la Financière Power n'est pas une aubaine, car le titre se négocie seulement 14,6 % sous la

valeur des actifs du holding, ce qui est relativement peu par rapport à son propre historique.

La Financière Power doit racheter pour 800 millions d'actions de la Great-West, à 37,56 \$ l'unité. Malgré tout, sa participation dans la Great-West sera diluée de 77,8 % à 69,2 %, puisque la Great-West paiera une partie de son achat

en émettant des actions aux actionnaires de Canada-Vie.

Notons que le mariage annoncé de la Great-West et de Canada-Vie a donné un coup de jeune à la Banque Royale, qui a gagné 2,8 %, cette semaine, poussé par le vent de spéculations entourant les fusions des banques.

Une pilule amère et une pilule douce

Le titre de Jean Coutu a continué de végéter, alors que les investisseurs lui préfèrent l'autre grand réseau de pharmacie au Canada, Shoppers Drug Mart. Cette semaine, une des raisons qui expliquent cette défaveur boursière se trouve aux États-Unis, un marché fort concurrentiel dont Jean Coutu tire maintenant la moitié de ses revenus. Au Massachusetts, son rival Walgreen a décidé d'avaler les frais de 1,30 \$ US par prescription imposés par l'État depuis le 1^{er} janvier. Si Jean Coutu décidait d'emboîter le pas, cela impliquerait environ 10 millions de prescriptions par année.

Par ailleurs, Biovail est l'un des titres qui ont bondi le plus dans le Portefeuille, cette semaine, avec une hausse de 6 %. La société Schwarz Pharma a l'intention de hausser de 750 millions à un milliard ses ventes de Prilosec, un traitement anti-ulcère développé par une société acquise en décembre dernier par Biovail. « Les royautés supplémentaires que recevra Biovail devraient se traduire par des bénéfices de 11 cents US par action, ce qui rassure un peu plus les investisseurs sceptiques que la société puisse atteindre sa cible de 2,30 \$ US par action en 2003 », a expliqué M^{me} Pichette.

AVANT D'ACHETER
UNE MAISON
Consultez la SCHL

3120410A

« Elle est à nous – et la SCHL nous a aidé à l'acheter... »

Le guide **GRATUIT**
L'achat d'une maison
étape par étape de
la Société canadienne
d'hypothèques et de
logement (SCHL) nous
a démontré comment
acheter notre maison
avec une mise de fonds
de seulement 5 %.

Pour obtenir la maison
de vos rêves, demandez
le guide **GRATUIT**
L'achat d'une maison
étape par étape
de la SCHL.

1 800 668-2642
(demandez le poste 200)
Du lundi au dimanche
De 7h à 21h (HNE)

www.schl.ca/achatdemaison



AU COEUR DE L'HABITATION
Canada

Le bénéfice des Aliments Maple Leaf augmente

Presse Canadienne

TORONTO — Les profits des Aliments Maple Leaf ont crû de 47,6 % au cours de l'année 2002, en dépit d'un quatrième trimestre difficile à plusieurs égards.

Pour l'exercice, le bénéfice net de l'entreprise a atteint 84,7 millions, ou 0,71 \$ par action, en comparaison avec 57,4 millions ou 0,55 \$ par action en 2001. Les ventes annuelles ont pour leur part connu une augmentation de 6,3 %, passant de 4,8 milliards en 2001 à 5,1 milliards l'an dernier.

La hausse importante des profits s'explique en partie par les modifications apportées aux principes comptables généralement reconnus, en vigueur depuis janvier dernier. En vertu de ses nouvelles normes, l'entreprise n'a plus à comptabiliser l'amortissement de son fonds commercial. Si elle avait exclu cette charge l'an dernier, Maple Leaf aurait déclaré un bénéfice de 66,8 millions ou 0,65 \$ par action, inférieur d'environ 27 % à celui de 2002.

Les bons résultats annuels de l'entreprise torontoise ne réussissent pas à camoufler la faiblesse du quatrième trimestre, qui s'est soldé par des profits de 27,3 millions, en baisse par rapport à un bénéfice excluant l'amortissement de fonds commercial de 27,3 millions ou 0,27 \$ par action pour la même période l'an dernier.

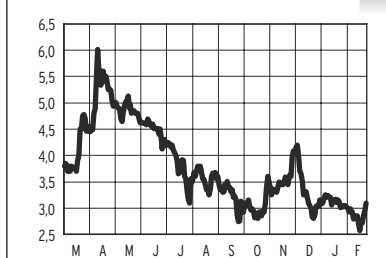
Au cours des trois derniers mois de l'année, la société a pourtant bénéficié d'un gain exceptionnel avant impôts de 8,6 millions lié à la clôture d'un régime de retraite.

« Les conditions du marché nous ont nui au cours du trimestre », a souligné le président et chef de la direction, Michael McCain, en conférence téléphonique avec les analystes. Malgré tout, Maple Leaf a eu une meilleur rendement que l'an dernier et que plusieurs de ses concurrents, a-t-il ajouté.

La production de viande a été particulièrement affectée par des surplus dans le marché nord-américain, par le faible prix du porc ainsi que par le coût élevé des céréales destinées à l'alimentation animale. Le secteur boulangerie a réussi à tirer son épingle du jeu en refillant la hausse aux consommateurs.

À la Bourse de Toronto, l'action des Aliments Maple Leaf a perdu 0,05 \$ hier, terminant la séance à 10,75 \$.

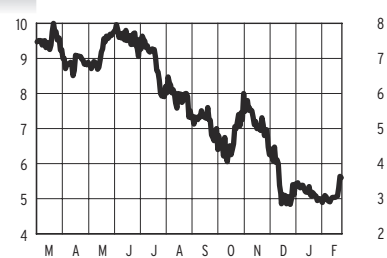
Titres gagnants



Isotechnika (ISA)
3,10 \$ +20,16 %

Cette compagnie est à mettre au point un produit pour prévenir les rejets lors de transplantations d'organes. Son titre a baissé de 11 % au cours de la dernière année.

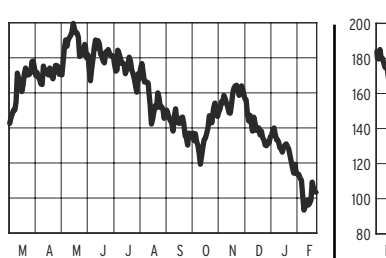
Leicht Technology (LTV)



Leicht Technology (LTV)
5,60 \$ +11,33 %

Le fabricant d'équipement de stations de télévision a annoncé qu'il avait obtenu une commande de British Broadcasting Corp. Les conditions financières n'ont pas été dévoilées.

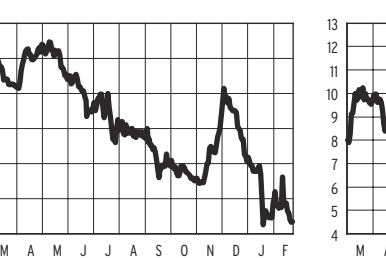
Air Canada (AC)



Air Canada (AC)
3,17 \$ +11,23 %

Le plus important transporteur aérien au pays a déclaré que le réseau international profitera de la décision du gouvernement fédéral annoncée cette semaine de réduire de 42 % le droit perçu sur les billets pour fins de sécurité dans les aéroports.

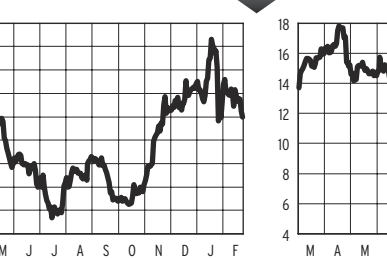
Fairfax Financial (FFH)



Fairfax Financial (FFH)
87,10 \$ -10,62 %

La semaine dernière, Fitel Ratings a fait savoir qu'elle pourrait abaisser la cote de crédit de la compagnie parce que celle-ci doit faire face à des risques financiers « sérieux » au cours de la prochaine année.

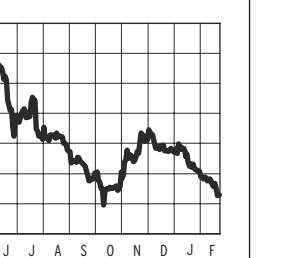
Titres perdants



BSI Biomedical (IDB)
8,99 \$ -9,28 %

Les produits de cette société de biotechnologie servent à identifier les bactéries résistantes aux antibiotiques et à prévenir la tuberculose. Ses actions ont fait un bond de 18 % au cours de la dernière année.

GSi Lunomics (LSI)



GSi Lunomics (LSI)
6,58 \$ -7,97 %

Ce manufacturier de systèmes de fabrication assistés par laser doit dévoiler ses résultats du trimestre trimes-jour prochain. Le titre de la compagnie a perdu 52 % de sa valeur pendant la dernière année.

Valeurs	Div	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch.
A - B						
AAR	675	5,70	4,70	4,89	0,03	
ACM Inco	39	428	8,57	8,50	8,55	0,04
ACM MI	51	772	4,48	4,45	4,47	
AES CP	128	15356	3,14	3,20	3,41	0,13
AFLAC	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AMR	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
ALCO TOL	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
ATA&L	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
ATT D28	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62	25,70	0,02
AT&T	15183	29,4	2,81	2,81	0,04	
AT&T	148174	10,70	10,40	10,60	0,04	
AT&T	604	1434	38,38	36,92	37,04	-0,11
AT&T	75	60024	18,73	18,13	18,58	0,03
AT&T	203	396	25,73	25,62		

LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 22 FÉVRIER 2003

LES METAUX

15 mois 1713-1718

PLOMB

comptant	1413-1414
3 mois	1391-1392
15 mois	1399-1395

comptant	1675 1680
----------	-----------

comptant	774-774,5
3 mois	792-793
15 mois	822-827

Suisse	franc	\$ 1.1429
Taiwan	dollar	\$ 0.0447
Tanzanie	shilling	\$ 0.001520

Ukraine	hryvnia	\$ 0.2909
Venezuela	bolivar	\$ 0.00097

Les cotes sont en devises canadiennes.

29	Precision Dr	6.85	26 Juin 07	104.28	5.71	-0.14
15	Rogers C.	8.75	15 Juil. 07	96.00	9.89	-0.50

14	WCoast En	5.70	16 Avril 08	99.83	5.73+0.07
36	WCoast En	6.75	15 Déc. 27	91.22	7.53+0.75

Ced-Or acquiert l'usine UBK de Mont-Laurier

MARIE TISON
Presse Canadienne

LA CORPORATION Ced-Or a conclu une entente de financement qui devrait lui permettre d'acquérir les actifs d'une usine de bois de Mont-Laurier et de redémarrer une scierie de Maniwaki.

La mise en service de l'Usine Bois Kanda (UBK), à Mont-Laurier, et le redémarrage de la Scierie Ced-Or, à Maniwaki, devaient entraîner la création de 140 emplois directs et 60 indirects.

Ces installations seront intégrées dans une entité de Ced-Or qui se spécialisera dans les produits de cèdre. Cette entité devrait enregistrer un chiffre d'affaires annuel de 25 millions.

En décembre dernier, Ced-Or a offert 7 millions à la banque qui était créancière garantie d'UBK pour faire l'acquisition des actifs de l'usine.

Ced-Or a publié un communiqué hier pour annoncer qu'elle avait conclu une entente avec l'institution financière. L'entente comprend un financement à long terme qui

permettra à Ced-Or d'acquies les actifs d'UBK, ainsi qu'un financement de 3 millions pour des améliorations techniques à UBK et à la scierie de Maniwaki et pour assurer le démarrage des deux installations.

L'entente comprend aussi un financement à court terme pour assurer l'exploitation d'UBK et de la scierie. La transaction devrait se finaliser le 30 mars prochain.

La scierie de Maniwaki, spécialisée dans le sciage et le rabotage de cèdre, est fermée depuis 1999. Ced-Or a jugé que l'intégration des actifs d'UBK permettrait d'accélérer la

FN BREF

Participation accru

P.P. LUXCO HOLDINGS II S.à.r.l. (« P.P. Luxco »), une filiale à 100 % de Picchia Pharma Inc., de Montréal, a annoncé hier après la fermeture des marchés qu'elle a acquis par placement privé 1,2 millions d'unités additionnelles de Neurochem Inc. comprenant chacune une action ordinaire du capital de Neurochem et un bon de souscription pour une action additionnelle. P.P. Luxco a ainsi augmenté sa participation dans Neurochem à environ 22,5 % des actions en circulation. Si P.P. Luxco exerce les 4 millions de bons qu'elle détient actuellement

elle augmentera sa participation à environ 30,8 % des actions ordinaires de Neurochem, sur une base entièrement diluée. Picchio est une contrepartie entre l'entrepreneur scientifique Francesco Bellini (qui fut fondateur de BioChem Pharma) et d'une filiale à 100 % de Power Corporation, de Montréal (qui possède aussi *La Presse*).

Plus de 200 000 mises en chantier

LA CONSTRUCTION résidentielle devra maintenir son fort rythme à l'échelle canadienne, en 2003. La Société canadienne d'hypothèques et de logement estime à 205 500

le nombre de mises en chantier résidentielles au Canada pour l'année, alors que le total pour 2002 s'est élevé à 205 034. Les bas taux hypothécaires, la croissance soutenue de l'emploi et du revenu et à la hausse de la migration sont les facteurs évoqués pour justifier la vigueur de ce secteur d'activités. Au Québec, les mises en chantier résidentielles augmenteront cette année grâce à la forte croissance économique et à la vigueur soutenue du marché de l'emploi. On en prévoit 44 000 cette année, alors qu'elles ont atteint 42 452 en 2002.

Presse Canadienne

Profits pires que prév

ROTHMANS a fait état hier d'une baisse de ses profits au troisième trimestre provoquée par un recul des ventes de cigarettes au pays. Rothmans est le deuxième producteur de cigarettes au Canada par sa filiale Rothmans Benson & Hedges (RB&H). Ses profits pour le trimestre terminé le 31 décembre ont reculé de 24,6 millions, ou 74 cents par action, à 21,1 millions, ou 63 cents par action. Quatre analystes sondés par Multex tablaient sur un bénéfice moyen de 72 cents au troisième trimestre.

Reuters

BOURSE DE CROISSANCE TSX (CDNX)

[illegible]



La boutique L'Aventurier de Brossard, sur la Rive-Sud.

Photo DENIS COURVILLE, Archives La Presse ©

Les boutiques L'Aventurier trouvent preneur

Le Quotidien

L'AVENTURIER s'est entendu, hier, avec le groupe Forzani/Sports-Experts pour la vente de ses neuf boutiques et de leur contenu. La transaction est intervenue au moment où L'Aventurier avait annoncé qu'il liquidait lui-même ses inventaires.

« Il était effectivement moins une, a dit le patron de L'Aventurier, Gilles Couët, hier en fin d'après-midi. Nous devons faire une grande vente demain (aujourd'hui) à Chicoutimi. Nous nous excusons auprès de la clientèle. »

La transaction, de « quelques millions de dollars », englobe toutes les boutiques L'Aventurier et L'Aventurier Voyages, incluant celle de Chicoutimi, que la direction souhaitait garder ouverte.

Gilles Couët pense ouvrir une nouvelle boutique Chlorophylle à Chicoutimi dans une dizaine de jours.

M. Couët ne sait pas ce qu'il adviendra de la bannière L'Aventurier ni de la marchandise, parce que Forzani ne lui a pas fait part de ses plans. Forzani, propriétaire de Sports-Experts, vient de lancer au Québec une nouvelle chaîne spécialisée en plein air, Atmosphère.

L'Aventurier avait déposé un avis d'intention, il y a quelques semaines, en vertu de la Loi fédérale sur les faillites et l'insolvabilité. À ce moment-là, le propriétaire avait manifesté l'intention de garder ouvertes les boutiques de Chicoutimi et de Montréal.

Il admet avoir été surpris par la nouvelle offre de Forzani, puisque des négociations amorcées au début de février n'avaient pas abouti.

La vente de la bannière L'Aventurier, dit Gilles Couët, va modifier la distribution au Québec. « Nous avons quand même 80 à 85 détaillants dans la province. »

Les boutiques West Coast sous la protection de la loi

Presse Canadienne

LA CHAÎNE de boutiques West Coast, une filiale à 50,1 % du groupe Boutiques San Francisco, a déposé hier un avis d'intention de faire une proposition à ses créanciers en vertu de la loi sur les faillites. Ce geste vise à « faciliter son plan de restructuration », a laissé savoir la direction de la maison mère dans un communiqué.

Spécialisée dans les vêtements pour hommes, l'enseigne West Coast compte 23 boutiques et emploie environ 330 personnes au Québec et en Ontario. Au terme de l'année financière terminée le 31 octobre 2002, la chaîne a déclaré des ventes totales de 23,5 millions et des pertes de 2,2 millions.

Après avoir prêté pas moins de 7,5 millions à la chaîne, San Francisco a annoncé le 4 février dernier qu'elle cessait de la soutenir financièrement et qu'elle pourrait vendre sa participation à son coactionnaire, Denis Lazanis. Les actions détenues par le groupe vaudraient quelque 11,2 millions.

En prise à des difficultés depuis l'ouverture de son magasin les Ailes de la mode du centre-ville de Montréal, le groupe San Francisco a annoncé en janvier dernier son intention de « prendre des mesures pour optimiser les performances ».

Au cours des dernières semaines, l'entreprise a renoncé à ouvrir une nouvelle succursale des Ailes dans le centre commercial Fairview Pointe-Claire, à Montréal, en plus de se départir de ses 12 boutiques de vêtements pour femmes d'affaires L'Officiel. Elle a également supprimé 60 postes à son siège social de Longueuil.

Dirigé par Paul Delage-Roberge, le groupe San Francisco exploite encore les Ailes de la mode, ainsi que les bannières San Francisco, San Francisco Maillots, Bikini Village, Frisco, Victoire Delage et Moments Intimes.

Hier à Toronto, l'action de catégorie A de l'entreprise a perdu 0,05 \$ pour terminer la journée à 0,60 \$. Au printemps, ce titre se négociait autour de 4 \$.

Les retraités de Mine Jeffrey optent pour un recours collectif

La Tribune

ASBESTOS — Les travailleurs retraités de Mine Jeffrey, à Asbestos, demanderont d'exercer un recours collectif pour faire reconnaître les « erreurs d'administration » de leurs caisses de retraite, dont le déficit serait d'au moins 35 millions, et tenter de récupérer leur manque à gagner.

Tel est du moins le sens de la décision arrêtée par quelque 650 retraités (sur une possibilité d'environ 1100) présents à une assemblée générale convoquée par le Comité de protection des droits des retraités de Mine Jeffrey, hier.

« On veut notre pain et notre beurre, c'est à nous autres ! » a tonné Gaston Fréchette, porte-parole du Comité, peu après le vote massif des personnes présentes en faveur de cette proposition.

M. Fréchette refuse toutefois de dire précisément contre qui sera exercé le recours collectif, soulignant tout au plus que « ce sera contre des personnes qui ont eu affaire dans nos fonds de pension ».

Selon le Comité, la région d'Asbestos perdrait l'équivalent de 6 millions par année (ou 5300 \$ par famille) avec les compressions anticipées de 30 à 40 % des revenus de retraite et la perte des indemnités d'assurances collectives. La Cour supérieure avait autorisé Mine Jeffrey, en octobre dernier, à suspendre ses cotisations aux deux caisses de retraite (syndiqués, employés de bureau et personnel cadre), et aux régimes d'assurance-médicaments, hospitalisation, vie et invalidité.

M. Fréchette a dénoncé le fait que le montant des acquis des retraités « que Mine Jeffrey leur a enlevés », évalué à 63 millions par le Comité, soit relégué au rang de créance ordinaire, alors que les 57 millions dus à la Caisse de dépôt et de placement du Québec (un actionnaire de la mine) sont une créance privilégiée.

« Si se faire enlever en deux minutes des acquis obtenus de peine et de misère pendant 30 à 40 ans est légal, on peut dire sans se tromper que c'est immoral, pour ne pas dire plus ! » a-t-il déclaré.

Moins d'embauches que prévu à l'usine Gaspésia

Le Soleil

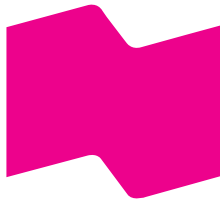
CHANDLER — L'usine de Papiers Gaspésia de Chandler embauchera l'équivalent de 198 personnes syndiquées à temps complet, c'est-à-dire 27 de moins que prévu lors de l'annonce officielle de la relance le 17 décembre 2001.

À l'occasion de cette annonce, de 267 à 275 personnes, tout dépendant de la source, devaient trouver un emploi à temps complet

à l'usine de Chandler. Il était question de 225 travailleurs syndiqués et d'une cinquantaine d'employés cadres.

Dans les faits, 216 personnes syndiquées travailleront à la papeterie Gaspésia, parce que 27 personnes se partageront neuf emplois, en vertu d'une entente entre la direction de l'usine et les représentants des travailleurs, entente qui crée des postes partagés.

DISPONIBLE MAINTENANT



**BANQUE
NATIONALE**

LA PREMIÈRE BANQUE AU QUÉBEC

Billet lié à un portefeuille canadien « Blue Chip »

Sécurité, croissance et flexibilité

Potentiel de
rendement annuel
composé de
8,95%*
à la mi-terme

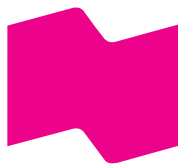
■ Lié à la performance d'un
portefeuille de 20 titres canadiens
de premier ordre (« Blue Chip »)

- Capital garanti à 100 %*
- Négociable avant l'échéance
- Potentiel de rendement illimité
à l'échéance*
- Aucuns frais de gestion

* Le billet lié à un portefeuille canadien « Blue Chip » est un placement à capital protégé à l'échéance. Le billet offre un rendement illimité sur un terme de 7 ans. Cependant, la Banque Nationale du Canada pourra, à son gré, racheter le billet par anticipation 3,5 années après l'émission avec une prime de 35 %, ce qui représente un rendement annuel composé de 8,95 % et le cas échéant, l'investisseur ne pourra pas participer pleinement à l'augmentation de la valeur du portefeuille de référence jusqu'à cette date. La variation du portefeuille de référence influera directement sur l'intérêt à payer. Il est donc possible qu'aucun intérêt ne soit versé.

LES BILLETS SONT DISPONIBLES AUPRÈS
DE VOTRE SUCCURSALE DE LA BANQUE
NATIONALE ET DE VOTRE COURTIER
EN VALEURS MOBILIÈRES

L'information complète relative aux billets est contenue
dans le Document d'information qui peut être obtenu
sur demande. Les acheteurs éventuels sont priés de
prendre connaissance du Document d'information
avant d'investir dans les billets.



**FINANCIÈRE
BANQUE NATIONALE**

Membre du Fonds canadien de protection des épargnants

1-800-361-8838

3117981A